

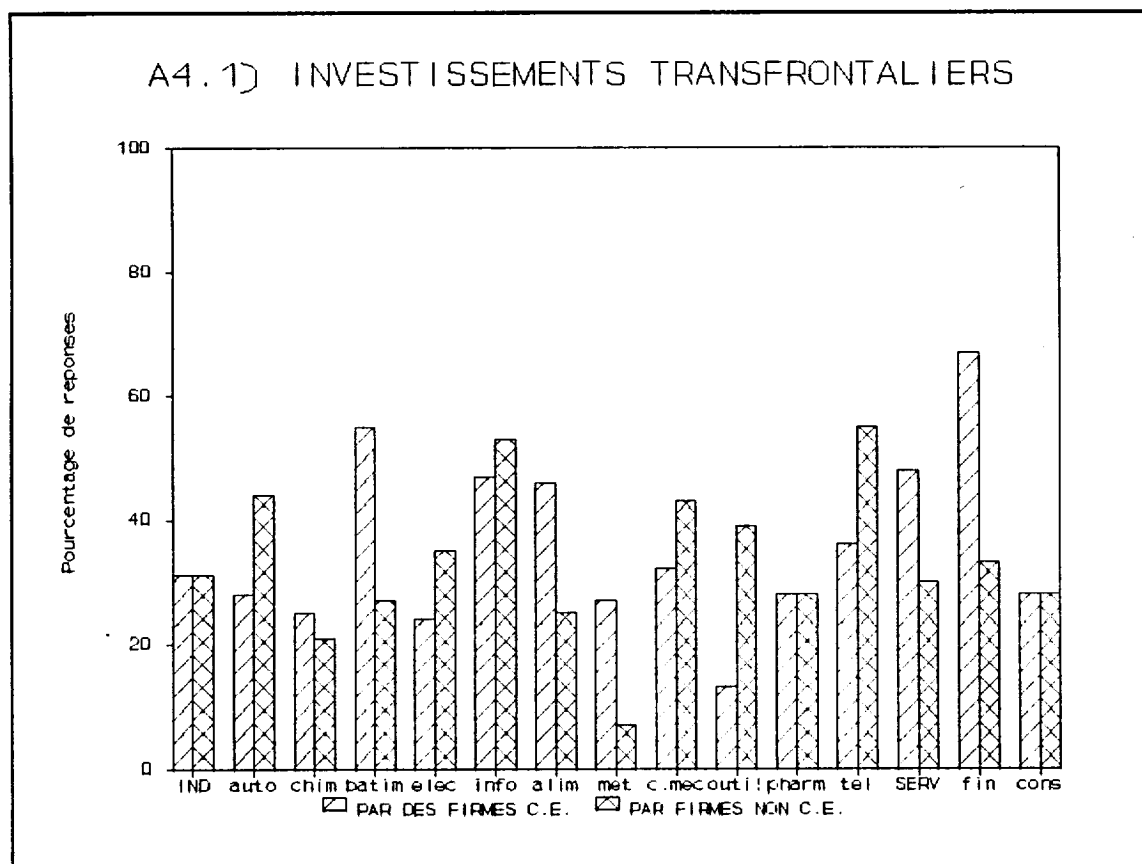
A.4 INVESTISSEMENTS EN EUROPE ET HORS D'EUROPE

Les entreprises se préparent pour l'expansion du marché au début des années 1990: ainsi s'explique en partie la montée cyclique actuelle des investissements industriels à travers l'Europe. Soutenus par le bon redressement des bénéfices des sociétés, les investissements ont grimpé d'environ 7 % en valeur réelle l'année dernière, le chiffre le plus élevé des 20 dernières années.

Les entreprises de la Communauté se hâtent de moderniser pour garantir leur future compétitivité en même temps qu'elles se lancent sur les marchés voisins. Les firmes de l'AELE renforcent leur présence dans la Communauté - une preuve en est le récent essor d'acquisitions scandinaves au Danemark et en Allemagne. Les investissements directs des multinationales américaines en Europe ont maintenant repris, ce qui est dû surtout au réinvestissement de leurs bénéfices. Quant aux sociétés japonaises et coréennes, face à la montée des barrières à leurs exportations, elles ont conclu que la seule façon de s'assurer l'accès au marché communautaire après 1992 est d'investir dans la CE. Les investissements japonais directs en Europe ont atteint un record de 4 milliards de dollars dans la première moitié de l'exercice 1988-1989, soit une hausse de 25 % sur l'année précédente.

Dans le chapitre de l'enquête concernant l'incidence de 1992 pour les différents secteurs industriels, deux questions portaient sur les types d'investissements prévus. On a demandé aux personnes interrogées d'évaluer la croissance des investissements transfrontaliers dans la Communauté et celle des investissements dans la Communauté par leurs concurrents non membres. Le graphique A4.1. montre la proportion des incidences «fortes» prévues dans l'un et l'autre cas.

GRAPHIQUE A4.1



Dans l'ensemble de l'industrie, les deux effets sont évalués comme étant de même grandeur; dans les services, le premier l'emporte. La hausse la plus forte est prévue pour les investissements transfrontaliers dans le secteur des services financiers (banques et assurances), du bâtiment et matériaux de construction, de l'informatique et des produits